

## SPÉCIAL Retraité·es

## Les retraité·es le savent bien :

- La pauvreté et la précarité touchent toutes les populations : jeunesse, travailleur·ses privé·es d'emploi, travailleur·ses pauvres, migrant·es et... retraité·es!
- 1/3 des retraité·es perçoivent une pension inférieure à 1000 euros.
- Les nouveaux elles retraité es partent avec un montant de pension moyen inférieur aux autres du fait des réformes déjà appliquées sur les retraites (augmentation des trimestres pour une pension complète).
- Les femmes perçoivent une pension de base inférieure de 40 % à celle des hommes.
- Les complémentaires santé et mutuelles connaissent des augmentations telles que certain·es doivent y renoncer.
- La Protection sociale complémentaire Fonction publique obligatoire, calquée sur le secteur privé, exclut les retraité·es et vacataires, et va troquer une participation employeur minimale pour un panier de soins réduit pour les actifs non précaires.
- Le délabrement des services publics, le recours massif au numérique laissent de côté les populations les plus vulnérables (pauvres, précaires, âgées...).
- La crise sanitaire a révélé la situation dramatique du « grand âge » et des personnes en perte d'autonomie, le manque de moyens des structures, de personnels, le reste à charge prohibitif des familles, l'épuisement des aidants...

## Soutenu es par l'École émancipée, les retraité es entendent mener tous les combats pour :

- Refuser la précarité, la pauvreté et obtenir que chacun.e ait un revenu permettant de vivre dignement
- Refuser les reculs du droit du travail et du droit social et **imposer l'augmentations des salaires**

et des pensions conforme à une autre répartition des richesses

- Refuser les discriminations sexistes et **imposer une véritable égalité hommes-femmes** dans le monde du travail (salaires, pensions).
- Refuser les discriminations liées à l'âge dans l'accès aux soins : nombre de résident-es des Ehpad ou personnes âgées isolées n'ont pu bénéficier de soins hospitaliers pendant la crise covid et imposer un service public de santé à la hauteur des besoins de tous et toutes.
- Refuser le démantèlement de la Sécurité sociale, la réduction de son périmètre au profit d'une marchandisation du secteur santé et se battre pour le 100 % Sécurité sociale et ses principes d'universalité et de solidarité.
- Refuser les inégalités, les laissées pour compte et exiger des services publics de qualité, de proximité, qui répondent aux besoins sociaux (y compris un grand service public de l'autonomie).
- Refuser une société du chacun·e pour soi et défendre une autre société, plus juste, plus solidaire, plus écologique, dans laquelle toutes les générations ont une place, des droits, une citoyenneté, des services publics adaptés.

Les retraité·es le savent bien, avec leur expérience et expertise militantes, seule la création d'un rapport de force, dans l'unité avec toutes les organisations de progrès social (comme c'est le cas dans le groupe des 9 pour les retraité·es), permettra d'avancer vers la satisfaction de ces revendications.

Pour cette raison, ils défendent la nécessité d'un secteur « Protection sociale » unissant les forces des actif·ves et retraité.es pour orienter la FSU vers une défense soutenue, radicale, continue de la protection sociale, de la sécurité sociale et d'une politique offensive de services publics.

Pour cette raison, elles et ils votent École émancipée.